

RCS : NANTES
Code greffe : 4401

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1997 B 00231
Numéro SIREN : 378 040 497
Nom ou dénomination : SERCEL

Ce dépôt a été enregistré le 14/06/2022 sous le numéro de dépôt 11094

en milliers d'euros	31 décembre 2021			31 décembre 2020		
	Brut	Amortissements & provisions	Net	Brut	Amortissements & provisions	Net
ACTIF						
Actif immobilisé						
Immobilisations incorporelles	28 476	7 789	20 687	28 926	7 843	21 083
Immobilisations corporelles	119 096	92 407	26 689	109 790	86 720	23 070
Immobilisations financières	93 234	69 558	23 677	90 420	69 558	20 863
	240 806	169 754	71 052	229 137	164 121	65 016
Actif circulant						
Stocks et en cours	166 125	37 092	129 032	201 761	55 111	146 650
Clients et comptes rattachés	56 905	922	55 983	66 617	1 407	65 211
Autres créances d'exploitation	21 327	-	21 327	22 143	-	22 143
Créances diverses	-	-	-	52 823	-	52 823
Disponibilités	12 485	-	12 485	10 765	-	10 765
	256 841	38 014	218 826	354 108	56 517	297 591
Charges constatées d'avance	3 352	-	3 352	3 855	-	3 855
Ecarts de conversion - Actif	1 246	-	1 246	2 603	-	2 603
TOTAL DE L'ACTIF	502 245	207 768	294 478	589 704	220 638	369 066

PASSIF	31/12/2021	31/12/2020
Capitaux propres		
Capital	25 000	2 000
Primes et réserves	89 084	265 375
Résultat de l'exercice	22 632	(2 817)
	136 716	264 557
Provisions pour pertes et charges	15 124	18 057
Dettes		
Emprunts et dettes financières	2 331	239
Fournisseurs et comptes rattachés	41 966	27 636
Autres dettes d'exploitation	26 345	21 881
Dettes diverses	69 180	32 794
	139 822	82 551
Produits constatés d'avance	1 491	346
Ecarts de conversion - Passif	1 325	3 555
TOTAL DU PASSIF	294 478	369 066

Certifié conforme à l'original

	2021		2020	
Chiffre d'affaires	283 919		183 560	
Coût des ventes	(228 415)		(149 181)	
Marge brute	55 504	19,5%	34 380	18,7%
Coûts de recherche et développement	(26 965)		(28 961)	
Frais généraux, commerciaux et administratifs	(18 927)		(17 880)	
Autres produits (charges)	501		558	
Résultat opérationnel	10 113	3,6%	(11 904)	-6,5%
Reprises (dotations) de provisions sur titres	-		-	
Dividendes reçus des filiales	3 820		8 004	
Produits (charges) financiers (nets)	417		(2 392)	
Plus/Moins value sur cessions d'actifs	330		(80)	
Ecart de change	2 056		(1 375)	
Résultat avant impôts sur les bénéfices	16 737		(7 747)	
Impôts sur les bénéfices	4 275		5 217	
Provisions réglementées	1 403		(287)	
Coûts de restructuration	217		-	
Résultat net	22 632	8,0%	(2 817)	-1,5%

Certifié conforme à l'original



ANNEXE

(Exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021)

Le bilan, le compte de résultat et les notes qui suivent constituent les comptes annuels de l'entreprise.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité d'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les états de synthèse de notre société sont établis en conformité avec les principes comptables résultant de la réglementation et notamment ceux énoncés dans le Guide Comptable des Industries Françaises de la Construction Électrique, Électronique et Informatique.

Notre société fait partie du groupe d'intégration fiscale de CGG. L'impôt, calculé par notre société comme si elle était imposée séparément, est versé à la société tête de groupe.

Les créances et les dettes en devises ont été évaluées aux cours du 31 décembre 2021.

Il est tenu compte, pour la détermination du résultat net, de la fiscalité différée inhérente aux provisions réglementées constituées en franchise d'impôts (provision pour hausse des prix, provision pour crédits à l'étranger et amortissements dérogatoires) et aux décalages temporaires.

Au bilan, une exposition active dollar est générée par l'activité d'exploitation (près de 2/3 des revenus sont libellés en dollars, tandis que plus de 90% des charges le sont en euros). Pour réduire son exposition au dollar, notre société procède à des ventes de dollars au comptant ou à terme. Lorsqu'un contrat de vente d'équipement générant une exposition dollars de plus d'un million de dollars rentre dans le carnet de commande, il peut faire l'objet d'une couverture de change sous forme de vente à terme de dollars contre euros, lorsque les conditions de marché s'y prêtent. Cette exposition peut également être réduite lorsque Sercel emprunte des dollars au groupe, et change ces dollars en euros.

EVENEMENTS MARQUANTS

Les Associés ont, par décision collective du 15 décembre 2021, décidé d'augmenter le capital social de notre société pour le porter à 25 000 000 € par élévation du nominal de chaque action de 0.4 € à 5€.

Par ailleurs, un dividende de 150 000 000 € a été distribué à CGG SA sur l'exercice.

Sercel SAS - Capitaux propres							
en EUR	Bilan 31/12/20	Affectation du résultat	Augmentation de capital	Distribution de dividendes	Autres	Résultat de la période	Bilan 31/12/21
Capital social	2 000 000		23 000 000				25 000 000
Primes liées au capital social	6 947 128						6 947 128
Réserves	279 749						279 749
Report à nouveau	251 540 977	-2 817 311	-23 000 000	-150 000 000	950 995		76 674 660
Résultat	-2 817 311	2 817 311				22 631 992	22 631 992
Provisions règlementées	6 606 666				-1 424 438		5 182 228
Capitaux propres	264 557 207	0	0	-150 000 000	-473 443	22 631 992	136 715 756

BILAN - ACTIF

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Les immobilisations sont évaluées à leur coût de revient d'origine. Le coût de revient est constitué du prix d'achat, des coûts directement attribuables engagés pour mettre l'immobilisation en place et en état de fonctionner et le cas échéant de l'estimation initiale des coûts de démantèlement.

Les opérations de crédit-bail qui transfèrent le titre de propriété du bien à l'issue du contrat ne sont pas considérées dans les comptes sociaux comme des acquisitions d'immobilisations assorties d'un emprunt.

Les immobilisations sont amorties sur la base du coût de revient diminuée de sa valeur résiduelle lorsque celle-ci est significative et selon le mode linéaire. Les durées d'amortissement sont celles pratiquées dans la profession en tenant compte des utilisations des matériels et de leur obsolescence technique. Tous les biens font par ailleurs l'objet d'un amortissement fiscal dérogatoire, à l'exception de ceux dont l'exclusion est prescrite par la réglementation fiscale. L'excédent des amortissements fiscalement déduits sur les amortissements économiques retenus est comptabilisé au passif du bilan.

Durées d'amortissement retenues par catégories d'immobilisations

	<u>Durée</u>
Logiciels	3 à 10 ans
Ensembles Immobiliers	20 ans
Constructions Spéciales	20 ans
Constructions Légères	10 ans
Installations Générales	10 ans
Matériel et Outillage	3 à 8 ans
Matériel de Transport	4 à 7 ans
Matériel de Bureau	3 à 5 ans
Mobilier	7 ans

Les dépenses de réparation ou de maintenance qui ne prolongent pas de manière significative la durée de vie de l'immobilisation concernée ou qui ne constituent pas d'avantages économiques complémentaires sont comptabilisées en charges de la période.

Les acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles de l'exercice se sont élevées à 15 M€ portant essentiellement sur des moyens d'exploitation.

Les malis de confusion relatifs aux transmissions universelles de patrimoine ont été affectés aux fonds commerciaux pour 19,9 M€. Ces derniers ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation qui est réalisé chaque année.

La dotation aux amortissements de l'exercice s'élève à 0,5 M€ pour les immobilisations incorporelles et 10,7 M€ pour les immobilisations corporelles.

SERCEL SAS

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Les frais de recherche et développement figurent dans les charges de l'exercice au cours duquel ils sont engagés. Pour l'exercice, ces frais s'élèvent à 27,0 M€.

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Évaluation

Les immobilisations financières figurent au bilan pour leur valeur brute d'acquisition (hors frais accessoires).

La valeur brute des titres s'établit à 86,9 M€.

Dépréciation

Lorsque leur valeur d'utilité, appréciée généralement sur la base des capitaux propres convertis au taux de clôture, est inférieure à leur valeur d'acquisition, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence. Le cas échéant et par exception, la distribution régulière de dividendes peut justifier l'absence de dépréciation.

STOCKS ET EN-COURS

Les matières et fournitures sont valorisées au coût moyen pondéré.

La valorisation des encours de production comporte le coût des matières et fournitures mises en œuvre, les frais directs de production et les frais indirects d'atelier et d'usine afférents.

Les produits intermédiaires et finis sont valorisés au coût moyen pondéré de fabrication.

Les marchandises qui sont achetées pour des marchés spécifiques sont évaluées au coût d'achat.

Lorsque la valeur de réalisation d'un stock, qui tient compte des historiques de ventes et des perspectives de ventes ou d'utilisation, est inférieure à son coût de revient, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les dépréciations constatées dans les comptes de notre société tiennent compte du contexte de marché et de la crise actuelle. Les analyses ont été faites pour chaque ligne de produits, sur la base d'hypothèses de ventes long terme, afin de valider notre méthode de calcul.

CREANCES

Ce poste est constitué pour l'essentiel de créances clients pour une valeur nette de 55,9 M€. La diminution constatée pour ces dernières dans l'exercice s'élève à 9,3 M€.

Les provisions sont ajustées pour tenir compte des valeurs probables de réalisation des créances. Les dépréciations diminuent légèrement pour atteindre 0,9 M€ en fin d'année.

Les autres créances sont constituées pour l'essentiel par une créance d'IS de 13,2 M€, par une créance de TVA de 2,5 M€ et par des avoirs à recevoir à hauteur de 1,5 M€.

DISPONIBILITES ET TITRES DE PLACEMENT COURT TERME

Au bilan 2021, il n'y a pas de titres de placement court terme.

BILAN - PASSIF

CAPITAUX PROPRES

Le capital de la société, est détenu à 100 % par la société CGG. Les comptes de notre société sont intégrés dans les comptes consolidés de CGG SA, 27 avenue Carnot, 91300 MASSY (969 202 241 00168).

Au cours de l'exercice, une augmentation de capital a porté le capital social à 25 M€ modifiant la valeur nominale des actions.

Le capital social est composé de 5 millions d'actions d'une valeur nominale de 5 €.

Au cours de l'exercice, les capitaux propres sont passés de 264,6 M€ à 136,7 M€ compte tenu du bénéfice de l'exercice (22,6 M€) et de la distribution de dividende (150 M€).

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Des provisions sont constituées pour couvrir des risques et charges nettement précisés quant à leur objet, que des événements survenus rendent probables et qui peuvent être évalués de manière fiable.

Les provisions pour risques et charges diminuent, passant de 18,1 M€ à 15,1 M€ compte tenu des événements intervenus au cours de l'exercice 2021. Elles incluent principalement au 31 décembre 2021 des provisions pour garantie de 2,2 M€, une provision pour indemnités de fin de carrière de 7,9 M€, une provision pour perte de change de 1,2 M€, une provision pour restructuration de 0,1 M€ et des provisions pour risques et charges pour 3,6 M€.

DETTES FINANCIERES

Les dettes financières sont constituées d'emprunt (2 M€) et de concours bancaires (0,2 M€).

AUTRES DETTES

Ce poste est composé principalement des dettes fournisseurs d'exploitation et d'immobilisations (42 M€), d'avances clients (8 M€), des dettes fiscales et sociales (16,3 M€), de dettes diverses (2 M€), et de compte courant (69,2 M€).

SERCEL SAS

INFORMATIONS DIVERSES

Sur l'exercice, notre société a supporté des coûts liés au Plan de Sauvegarde de l'Emploi de 0,5 M€. Cette charge a été couverte par une reprise de la provision correspondante, pour 0,1 M€. Les coûts futurs (à échéance 2021) sont estimés à 0,1 M€. Le différentiel a fait l'objet d'une reprise complémentaire pour 0,2 M€.

EVENEMENTS POST CLOTURE

L'activité de l'exercice 2022 pourrait être impactée par la situation en Ukraine et par les éventuelles sanctions prises par l'Union Européenne et /ou les Etats-Unis contre la Russie.

ENGAGEMENTS

Les engagements donnés sont constitués de contre-garantie d'engagements de cautions bancaires (6,8 M€).

Les engagements relatifs aux indemnités de départ à la retraite sont enregistrés dans les provisions pour risques et charges, pour l'ensemble du personnel. Ces engagements sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires (+0,5% en 2022 et 2% ensuite), de taux de charges sociales (44%), de turnover (1% jusqu'à 55 ans, 0% au-delà), d'âge de départ à la retraite à taux plein au sens de la Sécurité Sociale, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base d'un taux d'actualisation à 1,0%.

Changement de méthodes comptables, d'évaluation et d'estimation

L'IASB a ratifié le 24 mai dernier une décision de l'IFRS IC d'avril 2021 relative à la répartition du coût des services associé à un régime à certains régimes à prestations définies. Jusqu'à présent, le montant des avantages estimés au terme de la carrière était étalé sur la totalité de la carrière. Suite à cette décision, l'acquisition définitive des avantages est conditionnée à la présence dans l'entreprise jusqu'à l'âge de départ à la retraite (e.g 62 ans), le montant des avantages dépend de l'ancienneté et le montant est plafonné à un certain nombre d'années de service consécutives (e.g 16 ans). Consécutivement, le Collège de l'ANC a mis à jour sa Recommandation n° 2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires pour les comptes annuels établis selon les normes comptables françaises. La société a ainsi opté pour l'estimation du montant de l'engagement présenté au paragraphe 3.3.5 « Etat des provisions » relatif aux engagements en matière de pensions, retraites et indemnités selon la recommandation de l'ANC n° 2013-02 du 7 novembre 2013 pour ses comptes clos le 31 décembre 2021. Ce changement de méthode entraîne une baisse de l'engagement pour un montant de 1M€ au 31 décembre 2021 qui a été comptabilisé en report à nouveau.

ECHEANCIER DES CREANCES ET DETTES

Les comptes clients et créances diverses comprennent des créances dont l'échéance est presque exclusivement inférieure ou égale à 1 an.

Le passif du bilan comporte des dettes dont l'échéance est presque exclusivement inférieure ou égale à 1 an.

SERCEL SAS

CHARGES A PAYER ET PRODUITS A RECEVOIR

Au 31 décembre 2021, les comptes de notre société présentent 16,7 M€ de charges à payer et 2,1 M€ de produits à recevoir.

ENTREPRISES LIEES

On relève des éléments relatifs aux sociétés contrôlées par le Groupe CGG, d'une part dans l'actif circulant en "Créances Clients" (1,9 M€) et d'autre part au passif, dans les "Dettes Fournisseurs" (31,4 M€) et en compte courant (69,2 M€). Les charges financières nettes sur les sociétés du Groupe s'élèvent à 1,1 M€.

Les dividendes reçus des sociétés filiales atteignent 3,8 M€.

EFFECTIF

L'effectif moyen mensuel a été sur l'exercice de 685 personnes contre 700 en 2020.

La répartition par catégorie, au 31 décembre 2021, est la suivante :

	Nantes	Saint-Gaudens	Brest	Toulouse	Massy	Total
Ingénieurs et cadres	226	40	10	14	16	306
Agents de maîtrise et techniciens	113	83	2	9	0	207
Employés	60	30	1	1	0	92
Ouvriers	31	44	1	0	0	76
Total	430	197	14	24	16	681

COMPTE DE RESULTAT

CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires (HT) de l'exercice se décompose comme suit :

. France	3 %
. Exportations	97 %

La ventilation du CA par activité n'est pas donnée en raison du préjudice grave qui pourrait résulter de sa divulgation.

RESULTAT NET


La marge brute s'élève à 55,5 M€ sur l'exercice.

Le gain opérationnel s'établit à 10,1 M€ contre une perte opérationnelle de 11,9 M€ en 2020.

Après prise en compte des dividendes reçus pour 3,8 M€, de gains financiers net pour 0,4 M€, de gains de change nettes pour 2,1 M€ et de plus-value sur cessions d'actifs pour 0,3 M€, le résultat courant avant impôt est bénéficiaire de 16,7 M€.

Après prise en compte du produit d'impôt société (4,3 M€ intégrant 5,8 M€ de Crédit d'Impôt Recherche), le bénéfice net atteint 22,6 M€.

◆
Certifié conforme à l'original



S E R C E L

Société par actions simplifiée au capital de 25 000 000 €
Siège social : 16, rue de Bel Air - 44470 Carquefou (Loire-Atlantique)
N° 378 040 497 RCS Nantes

PROCÈS-VERBAL DES DÉCISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIÉS

Le 25 mai 2022, CGG SA, Société Anonyme, ayant son siège social 27 avenue Carnot, 91300 Massy, identifiée sous le numéro 969 202 241 au RCS de Evry et Sercel Holding, Société par actions simplifiée ayant son siège social 16 rue de Bel Air – 44470 Carquefou identifiée sous le numéro 866 800 154 au R.C.S. de Nantes, tous les deux, seuls associés de Sercel ont pris les décisions suivantes relatives à l'approbation des comptes de l'exercice 2021 et l'affectation du résultat.

PREMIERE DECISION

Les Associés, après avoir pris connaissance des rapports du Président et du Commissaire aux Comptes, approuvent les comptes et le bilan de l'exercice 2021 tels qu'ils lui ont été présentés.

DEUXIEME DECISION

Les Associés décident d'affecter le bénéfice de l'exercice de la manière suivante :

Report à nouveau antérieur	76 674 659 €	
Bénéfice de l'exercice	22 631 992 €	
Bénéfice distribuable	99 306 651 €	
Dividende		60 000 000 €
Réserve légale		2 300 000 €
Report à nouveau		37 006 651 €

En conséquence, le dividende distribué par action sera de 12 €, donnant droit en totalité à l'abattement de 40 % prévu à l'article 243 bis du Code général des impôts, modifié par la loi de finances rectificative pour 2004. Le dividende sera mis en paiement au siège social et sera payable au cours du second trimestre 2022.

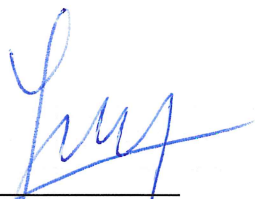
Les Associés constatent, conformément à l'article 47 de la loi du 12 juillet 1965, que les dividendes distribués au cours des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions rémunérées	Montant total distribué aux actionnaires (en euros)	Dividende net par action (en euros)	Revenu global par action (en euros)
2019	5 000 000	Néant	Néant	Néant
2020	5 000 000	Néant	Néant	Néant
2021	5 000 000	150 000 000 €	30 €	30 €

CINQUIEME DECISION

Les Associés donnent tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du procès-verbal des présentes décisions pour accomplir toutes les formalités de publicité ou de dépôt partout où besoin sera.

EXTRAIT certifié conforme

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'V. Fery-Nouris', written over a horizontal line.

Valérie Fery-Nouris
Directrice Juridique/Conformité Groupe



Asturia A
4, rue Edith Piaf
44 800 Saint-Herblain - France
Tél : +33 (0)2 53 35 51 70
www.mazars.fr

SERCEL SAS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

SERCEL SAS

Société par actions simplifiée

RCS : NANTES 378 040 497

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

Aux associés de la société SERCEL SAS,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SERCEL SAS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Changement de méthodes comptables, d'évaluation et d'estimation » de l'annexe aux comptes annuels qui expose l'impact du changement de méthode comptable relatif aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires suite à la mise à jour de la recommandation de l'ANC n°2013-02.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- La note « Immobilisations financières » de l'annexe qui expose la méthode comptable relative à l'évaluation des titres de participation. Notre appréciation s'est fondée sur l'analyse du caractère approprié de la méthode comptable retenue ainsi que du caractère raisonnable des hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations.
- La note « Stocks et en-cours » de l'annexe qui expose la méthode comptable relative à la valorisation et à la dépréciation des stocks et en-cours de production. Notre appréciation s'est fondée sur l'analyse du caractère approprié de la méthode comptable retenue ainsi que du caractère raisonnable des hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Mazars

Saint-Herblain et Paris La Défense, le 24 mai 2022



Arnaud LE NEEN

Associé



Jean-Louis SIMON

Associé

ACTIF	31-déc-21			31-déc-20
	Valeur brute	Amortissements et Provisions	Valeur nette	Valeur nette
<u>ACTIF IMMOBILISE</u>	240 806	169 754	71 052	65 016
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	28 476	7 789	20 687	21 083
- Logiciels	8 554	7 789	765	1 162
- Autres immobilisations incorporelles	19 921		19 921	19 921
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	119 096	92 407	26 689	23 070
- Terrains	0		0	0
- Constructions	8 032	5 660	2 372	2 192
- Installations techniques, matériels, outillage	97 176	77 420	19 756	17 250
- Autres immobilisations corporelles	10 596	9 327	1 269	1 528
- Immobilisations en cours	3 213		3 213	1 751
- Avances et acomptes	79		79	349
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	93 234	69 558	23 677	20 863
- Participations	86 947	69 558	17 389	17 389
- Créances rattachées à des participations			0	0
- Autres titres immobilisés			0	0
- Autres immobilisations financières	6 287		6 287	3 474
<u>ACTIF CIRCULANT</u>	256 841	38 014	218 826	297 591
STOCKS ET EN-COURS	166 125	37 092	129 032	146 650
- Matières et fournitures	47 099	10 363	36 736	37 873
- En cours de production	18 330	0	18 330	28 536
- Produits intermédiaires et finis	100 064	26 712	73 352	80 126
- Marchandises	632	18	614	115
AVANCES ET ACOMPTES VERSES	2 964		2 964	3 073
CREANCES	75 267	922	74 345	137 103
- Créances clients et comptes rattachés	56 905	922	55 983	65 211
- Autres créances d'exploitation et d'impôts	18 363		18 363	19 070
- Compte courant	0		0	52 823
DISPONIBILITES	12 485	0	12 485	10 765
<u>COMPTES DE REGULARISATION ACTIF</u>	3 352		3 352	3 855
<u>ECART DE CONVERSION ACTIF</u>	1 246		1 246	2 603
TOTAL GENERAL	502 245	207 768	294 478	369 066

PASSIF	Avant affectation des résultats	
	31-déc-21	31-déc-20
<u>CAPITAUX PROPRES</u>	136 716	264 557
- Capital	25 000	2 000
- Primes d'apport	6 947	6 947
- Réserve légale	200	200
- Réserves indisponibles	80	80
- Autres réserves		
- Réport à nouveau	76 675	251 541
- Résultat en instance d'affectation	22 632	-2 817
- acompte sur dividende		
- Subventions d'équipement	0	0
- Provisions réglementées	5 182	6 607
<u>PROVISIONS RISQUES ET CHARGES</u>	15 124	18 057
- Provisions pour risques	12 684	15 426
- Provisions pour charges	2 440	2 632
<u>DETTES</u>	139 822	82 551
- Emprunts et dettes auprès des éta de crédit	2 311	218
- Fonds de participation	19	21
- Autres dettes financières		
- Avances et acompte reçus sur commandes	8 065	4 077
- Dettes fournisseurs et comptes rattachés	41 966	27 636
- Dettes fiscales et sociales	16 318	15 589
- Autres dettes d'exploitation	1 963	2 216
- Dettes sur immob. et comptes rattachés		
- Compte courant	69 180	32 794
- Autres dettes	0	0
<u>PRODUITS CONSTATES D'AVANCE</u>	1 491	346
<u>ECART DE CONVERSION PASSIF</u>	1 325	3 555
TOTAL GENERAL	294 478	369 066

		Exercice N						Exercice (N - 1)	
		France		Exportations et livraisons intracommunautaires		Total			
Désignation de l'entreprise : SAS SERCEL								Néant <input type="checkbox"/> *	
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises*	FA	190 744	FB	42 096 085	FC	42 286 829	38 266 831	
	Production vendue { biens * services *	FD	1 339 692	FE	222 769 486	FF	224 109 178	132 388 360	
		FG	7 144 661	FH	10 378 038	FI	17 522 700	12 905 114	
	Chiffres d'affaires nets *	FJ	8 675 098	FK	275 243 610	FL	283 918 709	183 560 307	
	Production stockée*					FM	(33 653 565)	5 301 808	
	Production immobilisée*					FN	6 786 771	1 670 448	
	Subventions d'exploitation					FO	69 663	6 883	
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges* (9)					FP	63 391 466	78 692 188	
	Autres produits (1) (11)					FQ	2 835 031	2 151 228	
	Total des produits d'exploitation (2) (I)						FR	323 348 076	271 382 863
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*					FS	88 714 986	54 875 604	
	Variation de stock (marchandises)*					FT	(696 778)	(115 824)	
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*					FU	53 735 975	48 668 555	
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*					FV	2 679 988	(2 692 844)	
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis)*					FW	55 830 076	54 620 095	
	Impôts, taxes et versements assimilés*					FX	2 497 773	2 966 940	
	Salaires et traitements*					FY	36 902 491	36 229 739	
	Charges sociales (10)					FZ	16 455 107	16 073 903	
	DOTATIONS D'EXPLOITATION	Sur immobilisations { - dotations aux amortissements* - dotations aux provisions*					GA	11 018 213	10 388 774
							GB		
		Sur actif circulant : dotations aux provisions*					GC	37 187 417	55 003 517
	Pour risques et charges : dotations aux provisions					GD	4 851 753	7 260 258	
	Autres charges (12)					GE	3 458 563	2 527 886	
Total des charges d'exploitation (4) (II)						GF	312 635 568	285 806 606	
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)						GG	10 712 507	(14 423 742)	
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée* (III)					GH			
	Perte supportée ou bénéfice transféré* (IV)					GI			
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)					GJ	3 820 134	8 003 883	
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)					GK	973	60 262	
	Autres intérêts et produits assimilés (5)					GL	666 327	588 407	
	Reprises sur provisions et transferts de charges					GM	155 324	1 385 946	
	Différences positives de change					GN	12 826 431	6 760 301	
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					GO			
Total des produits financiers (V)						GP	17 469 191	16 798 802	
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations financières aux amortissements et provisions*					GQ		155 324	
	Intérêts et charges assimilées (6)					GR	1 105 341	1 266 028	
	Différences négatives de change					GS	10 673 901	7 858 174	
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					GT			
Total des charges financières (VI)						GU	11 779 242	9 279 526	
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)						GV	5 689 948	7 519 275	
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)						GW	16 402 456	(6 904 466)	

Désignation de l'entreprise <u>SAS SERCEL</u>				Néant <input type="checkbox"/> *			
				Exercice N		Exercice N - 1	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion			HA	119 253	11	
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *			HB	907 855	120 786	
	Reprises sur provisions et transferts de charges			HC	3 300 487	1 714 654	
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)			HD	4 327 597	1 835 452	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)			HE	15 304	829 169	
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *			HF	577 554	200 513	
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions			HG	1 780 049	1 936 855	
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)			HH	2 372 909	2 966 539	
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)				HI	1 954 688	(1 131 086)	
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)				HJ		(1 036)	
Impôts sur les bénéfices * (X)				HK	(4 274 847)	(5 217 206)	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)				HL	345 144 865	290 017 118	
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)				HM	322 512 873	292 834 430	
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)				HN	22 631 992	(2 817 311)	
RENVOIS	(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme		HO			
	(2)	Dont	produits de locations immobilières	HY			
			produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	IG			
	(3)	Dont	- Crédit-bail mobilier *	HP			
			- Crédit-bail immobilier	HQ			
	(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)		IH			
	(5)	Dont produits concernant les entreprises liées		IJ	3 820 134	8 015 493	
	(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées		IK	1 101 479	1 261 657	
	(6bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art.238 bis du C.G.I.)		HX			
	(6ter)	Dont amortissements des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)		RC			
		Dont amortissements exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)		RD			
	(9)	Dont transferts de charges		A1	1 709 295	1 244 089	
	(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)		A2			
	Dont montant des cotisations sociales obligatoires hors CSG-CRDS A5						
(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)		A3				
(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)		A4	45 441	78 688		
(13)	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles :	facultatives A6	obligatoires A9				
		Dont cotisations facultatives Madelin A7	Dont cotisations facultatives aux nouveaux plans d'épargne retraite A8				
joindre en annexe) :							
(7)	Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le			Exercice N			
				Charges exceptionnelles		Produits exceptionnels	
Cessions d'immobilisations				577 554		907 855	
Amortissements dérogatoires				1 584 049		3 008 487	
Provisions pour risques						292 000	
Pénalités				15 304		99 231	
Dotation				196 000			
				Exercice N			
(8)	Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :			Charges antérieures		Produits antérieurs	

(Exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021)

Le bilan, le compte de résultat et les notes qui suivent constituent les comptes annuels de l'entreprise.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité d'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les états de synthèse de notre société sont établis en conformité avec les principes comptables résultant de la réglementation et notamment ceux énoncés dans le Guide Comptable des Industries Françaises de la Construction Électrique, Électronique et Informatique.

Notre société fait partie du groupe d'intégration fiscale de CGG. L'impôt, calculé par notre société comme si elle était imposée séparément, est versé à la société tête de groupe.

Les créances et les dettes en devises ont été évaluées aux cours du 31 décembre 2021.

Il est tenu compte, pour la détermination du résultat net, de la fiscalité différée inhérente aux provisions réglementées constituées en franchise d'impôts (provision pour hausse des prix, provision pour crédits à l'étranger et amortissements dérogatoires) et aux décalages temporaires.

Au bilan, une exposition active dollar est générée par l'activité d'exploitation (près de 2/3 des revenus sont libellés en dollars, tandis que plus de 90% des charges le sont en euros). Pour réduire son exposition au dollar, notre société procède à des ventes de dollars au comptant ou à terme. Lorsqu'un contrat de vente d'équipement générant une exposition dollars de plus d'un million de dollars rentre dans le carnet de commande, il peut faire l'objet d'une couverture de change sous forme de vente à terme de dollars contre euros, lorsque les conditions de marché s'y prêtent. Cette exposition peut également être réduite lorsque Sercel emprunte des dollars au groupe, et change ces dollars en euros.

EVENEMENTS MARQUANTS

Les Associés ont, par décision collective du 15 décembre 2021, décidé d'augmenter le capital social de notre société pour le porter à 25 000 000 € par élévation du nominal de chaque action de 0.4 € à 5€.

Par ailleurs, un dividende de 150 000 000 € a été distribué à CGG SA sur l'exercice.

Sercel SAS - Capitaux propres							
en EUR	Bilan 31/12/20	Affectation du résultat	Augmentation de capital	Distribution de dividendes	Autres	Résultat de la période	Bilan 31/12/21
Capital social	2 000 000		23 000 000				25 000 000
Primes liées au capital social	6 947 128						6 947 128
Réserves	279 749						279 749
Report à nouveau	251 540 977	-2 817 311	-23 000 000	-150 000 000	950 995		76 674 660
Résultat	-2 817 311	2 817 311				22 631 992	22 631 992
Provisions réglementées	6 606 666				-1 424 438		5 182 228
Capitaux propres	264 557 207	0	0	-150 000 000	-473 443	22 631 992	136 715 756

BILAN - ACTIF

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Les immobilisations sont évaluées à leur coût de revient d'origine. Le coût de revient est constitué du prix d'achat, des coûts directement attribuables engagés pour mettre l'immobilisation en place et en état de fonctionner et le cas échéant de l'estimation initiale des coûts de démantèlement.

Les opérations de crédit-bail qui transfèrent le titre de propriété du bien à l'issue du contrat ne sont pas considérées dans les comptes sociaux comme des acquisitions d'immobilisations assorties d'un emprunt.

Les immobilisations sont amorties sur la base du coût de revient diminuée de sa valeur résiduelle lorsque celle-ci est significative et selon le mode linéaire. Les durées d'amortissement sont celles pratiquées dans la profession en tenant compte des utilisations des matériels et de leur obsolescence technique. Tous les biens font par ailleurs l'objet d'un amortissement fiscal dérogatoire, à l'exception de ceux dont l'exclusion est prescrite par la réglementation fiscale. L'excédent des amortissements fiscalement déduits sur les amortissements économiques retenus est comptabilisé au passif du bilan.

Durées d'amortissement retenues par catégories d'immobilisations

	<u>Durée</u>
Logiciels	3 à 10 ans
Ensembles Immobiliers	20 ans
Constructions Spéciales	20 ans
Constructions Légères	10 ans
Installations Générales	10 ans
Matériel et Outillage	3 à 8 ans
Matériel de Transport	4 à 7 ans
Matériel de Bureau	3 à 5 ans
Mobilier	7 ans

Les dépenses de réparation ou de maintenance qui ne prolongent pas de manière significative la durée de vie de l'immobilisation concernée ou qui ne constituent pas d'avantages économiques complémentaires sont comptabilisées en charges de la période.

Les acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles de l'exercice se sont élevées à 15 M€ portant essentiellement sur des moyens d'exploitation.

Les malis de confusion relatifs aux transmissions universelles de patrimoine ont été affectés aux fonds commerciaux pour 19,9 M€. Ces derniers ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation qui est réalisé chaque année.

La dotation aux amortissements de l'exercice s'élève à 0,5 M€ pour les immobilisations incorporelles et 10,7 M€ pour les immobilisations corporelles.

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Les frais de recherche et développement figurent dans les charges de l'exercice au cours duquel ils sont engagés. Pour l'exercice, ces frais s'élèvent à 27,0 M€.

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Évaluation

Les immobilisations financières figurent au bilan pour leur valeur brute d'acquisition (hors frais accessoires).

La valeur brute des titres s'établit à 86,9 M€.

Dépréciation

Lorsque leur valeur d'utilité, appréciée généralement sur la base des capitaux propres convertis au taux de clôture, est inférieure à leur valeur d'acquisition, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence. Le cas échéant et par exception, la distribution régulière de dividendes peut justifier l'absence de dépréciation.

STOCKS ET EN-COURS

Les matières et fournitures sont valorisées au coût moyen pondéré.

La valorisation des encours de production comporte le coût des matières et fournitures mises en œuvre, les frais directs de production et les frais indirects d'atelier et d'usine afférents.

Les produits intermédiaires et finis sont valorisés au coût moyen pondéré de fabrication.

Les marchandises qui sont achetées pour des marchés spécifiques sont évaluées au coût d'achat.

Lorsque la valeur de réalisation d'un stock, qui tient compte des historiques de ventes et des perspectives de ventes ou d'utilisation, est inférieure à son coût de revient, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les dépréciations constatées dans les comptes de notre société tiennent compte du contexte de marché et de la crise actuelle. Les analyses ont été faites pour chaque ligne de produits, sur la base d'hypothèses de ventes long terme, afin de valider notre méthode de calcul.

CREANCES

Ce poste est constitué pour l'essentiel de créances clients pour une valeur nette de 55,9 M€. La diminution constatée pour ces dernières dans l'exercice s'élève à 9,3 M€.

Les provisions sont ajustées pour tenir compte des valeurs probables de réalisation des créances. Les dépréciations diminuent légèrement pour atteindre 0,9 M€ en fin d'année.

Les autres créances sont constituées pour l'essentiel par une créance d'IS de 13,2 M€, par une créance de TVA de 2,5 M€ et par des avoirs à recevoir à hauteur de 1,5 M€.

DISPONIBILITES ET TITRES DE PLACEMENT COURT TERME

Au bilan 2021, il n'y a pas de titres de placement court terme.

SERCEL SAS

BILAN - PASSIF

CAPITAUX PROPRES

Le capital de la société, est détenu à 100 % par la société CGG. Les comptes de notre société sont intégrés dans les comptes consolidés de CGG SA, 27 avenue Carnot, 91300 MASSY (969 202 241 00168).

Au cours de l'exercice, une augmentation de capital a porté le capital social à 25 M€ modifiant la valeur nominale des actions.

Le capital social est composé de 5 millions d'actions d'une valeur nominale de 5 €.

Au cours de l'exercice, les capitaux propres sont passés de 264,6 M€ à 136,7 M€ compte tenu du bénéfice de l'exercice (22,6 M€) et de la distribution de dividende (150 M€).

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Des provisions sont constituées pour couvrir des risques et charges nettement précisés quant à leur objet, que des événements survenus rendent probables et qui peuvent être évalués de manière fiable.

Les provisions pour risques et charges diminuent, passant de 18,1 M€ à 15,1 M€ compte tenu des événements intervenus au cours de l'exercice 2021. Elles incluent principalement au 31 décembre 2021 des provisions pour garantie de 2,2 M€, une provision pour indemnités de fin de carrière de 7,9 M€, une provision pour perte de change de 1,2 M€, une provision pour restructuration de 0,1 M€ et des provisions pour risques et charges pour 3,6 M€.

DETTES FINANCIERES

Les dettes financières sont constituées d'emprunt (2 M€) et de concours bancaires (0,2 M€).

AUTRES DETTES

Ce poste est composé principalement des dettes fournisseurs d'exploitation et d'immobilisations (42 M€), d'avances clients (8 M€), des dettes fiscales et sociales (16,3 M€), de dettes diverses (2 M€), et de compte courant (69,2 M€).

SERCEL SAS

INFORMATIONS DIVERSES

Sur l'exercice, notre société a supporté des coûts liés au Plan de Sauvegarde de l'Emploi de 0,5 M€. Cette charge a été couverte par une reprise de la provision correspondante, pour 0,1 M€. Les coûts futurs (à échéance 2021) sont estimés à 0,1 M€. Le différentiel a fait l'objet d'une reprise complémentaire pour 0,2 M€.

EVENEMENTS POST CLOTURE

L'activité de l'exercice 2022 pourrait être impactée par la situation en Ukraine et par les éventuelles sanctions prises par l'Union Européenne et /ou les Etats-Unis contre la Russie.

ENGAGEMENTS

Les engagements donnés sont constitués de contre-garantie d'engagements de cautions bancaires (6,8 M€).

Les engagements relatifs aux indemnités de départ à la retraite sont enregistrés dans les provisions pour risques et charges, pour l'ensemble du personnel. Ces engagements sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires (+0,5% en 2022 et 2% ensuite), de taux de charges sociales (44%), de turnover (1% jusqu'à 55 ans, 0% au-delà), d'âge de départ à la retraite à taux plein au sens de la Sécurité Sociale, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base d'un taux d'actualisation à 1,0%.

Changement de méthodes comptables, d'évaluation et d'estimation

L'IASB a ratifié le 24 mai dernier une décision de l'IFRS IC d'avril 2021 relative à la répartition du coût des services associé à un régime à certains régimes à prestations définies. Jusqu'à présent, le montant des avantages estimés au terme de la carrière était étalé sur la totalité de la carrière. Suite à cette décision, l'acquisition définitive des avantages est conditionnée à la présence dans l'entreprise jusqu'à l'âge de départ à la retraite (e.g 62 ans), le montant des avantages dépend de l'ancienneté et le montant est plafonné à un certain nombre d'années de service consécutives (e.g 16 ans).

Consécutivement, le Collège de l'ANC a mis à jour sa Recommandation n° 2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires pour les comptes annuels établis selon les normes comptables françaises.

La société a ainsi opté pour l'estimation du montant de l'engagement présenté en partie «provisions» relatif aux engagements en matière de pensions, retraites et indemnités selon la recommandation de l'ANC n° 2013-02 du 7 novembre 2013 pour ses comptes clos le 31 décembre 2021. Ce changement de méthode entraîne une baisse de l'engagement pour un montant de 1M€ au 31 décembre 2021 qui a été comptabilisé en report à nouveau.

ECHEANCIER DES CREANCES ET DETTES

Les comptes clients et créances diverses comprennent des créances dont l'échéance est presque exclusivement inférieure ou égale à 1 an.

Le passif du bilan comporte des dettes dont l'échéance est presque exclusivement inférieure ou égale à 1 an.

SERCEL SAS

CHARGES A PAYER ET PRODUITS A RECEVOIR

Au 31 décembre 2021, les comptes de notre société présentent 16,7 M€ de charges à payer et 2,1 M€ de produits à recevoir.

ENTREPRISES LIEES

On relève des éléments relatifs aux sociétés contrôlées par le Groupe CGG, d'une part dans l'actif circulant en "Créances Clients" (1,9 M€) et d'autre part au passif, dans les "Dettes Fournisseurs" (31,4 M€) et en compte courant (69,2 M€). Les charges financières nettes sur les sociétés du Groupe s'élèvent à 1,1 M€.

Les dividendes reçus des sociétés filiales atteignent 3,8 M€.

EFFECTIF

L'effectif moyen mensuel a été sur l'exercice de 685 personnes contre 700 en 2020.

La répartition par catégorie, au 31 décembre 2021, est la suivante :

	Nantes	Saint-Gaudens	Brest	Toulouse	Massy	Total
Ingénieurs et cadres	226	40	10	14	16	306
Agents de maîtrise et techniciens	113	83	2	9	0	207
Employés	60	30	1	1	0	92
Ouvriers	31	44	1	0	0	76
Total	430	197	14	24	16	681

COMPTE DE RESULTAT

CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires (HT) de l'exercice se décompose comme suit :

. France	3 %
. Exportations	97 %

La ventilation du CA par activité n'est pas donnée en raison du préjudice grave qui pourrait résulter de sa divulgation.

RESULTAT NET

La marge brute s'élève à 55,5 M€ sur l'exercice.

Le gain opérationnel s'établit à 10,1 M€ contre une perte opérationnelle de 11,9 M€ en 2020.

Après prise en compte des dividendes reçus pour 3,8 M€, de gains financiers net pour 0,4 M€, de gains de change nettes pour 2,1 M€ et de plus-value sur cessions d'actifs pour 0,3 M€, le résultat courant avant impôt est bénéficiaire de 16,7 M€.

Après prise en compte du produit d'impôt société (4,3 M€ intégrant 5,8 M€ de Crédit d'Impôt Recherche), le bénéfice net atteint 22,6 M€.



Immobilisations

Immobilisations	01/01/21	Augmentations			Diminutions		31/12/21
		Acquisitions	Transferts	Par virement (lease)	Par virement (lease)	Cessions, mises HS	
Autres postes immobilisations incorporelles	9 004 588		149 469			599 871	8 554 186
Mali de confusion	19 921 407						19 921 407
Total immobilisations incorporelles	28 925 995	0	149 469	0	0	599 871	28 475 593
Terrains	0						0
Constructions, installations générales, agencements, aménageme	7 531 340		681 489			180 352	8 032 477
Installations techniques, matériel et outillage	89 525 856	540 168	8 762 224	3 183 756		4 836 390	97 175 614
Matériel de transport	1 475 558		35 501			60 700	1 450 359
Matériel de bureau et informatique, mobilier	9 157 697		464 255			476 596	9 145 356
Immobilisations corporelles en cours	1 751 099	11 290 213	-9 823 203			4 942	3 213 167
Avances et acomptes	348 836		-269 734				79 102
Total Immobilisations corporelles	109 790 387	11 830 381	-149 469	3 183 756	0	5 558 980	119 096 075
Autres participations	86 946 965						86 946 965
Prêts et autres immobilisations financières	3 473 502	5 671 353				2 857 406	6 287 449
Total Immobilisations Financières	90 420 468	5 671 353	0	0	0	2 857 406	93 234 414
Total Général	229 136 850	17 501 734	0	3 183 756	0	9 016 257	240 806 082

Sercel SAS - Exercice 2021
Amortissements

Amortissements	01/01/21	Dotations	Reprises	Transfert	31/12/21
Autres postes immobilisations incorporelles	7 842 503	514 291	567 965		7 788 829
Total amortissements sur immobilisations incorporelles	7 842 503	514 291	567 965		7 788 829
Terrains	0				0
Constructions, installations générales, agencements, aménagement	5 339 514	491 122	170 332		5 660 305
Installations techniques, matériel et outillage	72 275 583	9 450 643	4 306 145	0,00	77 420 081
Matériel de transport	1 293 980	45 182	60 700		1 278 462
Matériel de bureau et informatique, mobilier	7 811 323	712 975	476 155		8 048 144
Total amortissements sur immobilisations corporelles	86 720 400	10 699 923	5 013 332	0,00	92 406 991
Total Général	94 562 903	11 214 214	5 581 297	0,00	100 195 820

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires Dotations	Reprises
Autres postes immobilisations incorporelles	514 291			
Total amortissements sur immobilisations incorporelles	514 291	0	0	0
Terrains	0			
Constructions, installations générales, agencements, aménagement	491 122		0	10
Installations techniques, matériel et outillage industriels	9 254 643	196 000	1 454 936	2 861 559
Matériel de transport	45 182		18 625	8 438
Matériel de bureau et informatique, mobilier	712 975		110 489	138 480
Total amortissements sur immobilisations corporelles	10 503 923	196 000	1 584 050	3 008 488
Total Général	11 018 214	196 000	1 584 050	3 008 488

Sercel SAS - Exercice 2021
Provisions

Nature des provisions	01/01/2021	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres	31/12/2021
Provision pour investissement	0,00					0
Provision pour hausse des prix	0,00			0		0
Amortissements dérogatoires	6 606 666	1 584 050	3 008 488			5 182 228
Autres provisions règlementées	0,00					0
Total I	6 606 665,71	1 584 050	3 008 488	0	0	5 182 228
Provisions pour litiges et pertes	1 196 000	145 612		196 000		1 145 612
Provisions pour garanties clients	1 997 851	2 243 668	1 997 851			2 243 668
Provisions pour indemnités de fin de carrière	9 206 203	605 548	942 601		-950 995	7 918 155
Provisions pour impôts	1 536 472		395 369			1 141 103
NRI	422 400		75 000	217 000		130 400
Provisions pour pertes de change	2 603 246	1 246 489	2 603 246			1 246 489
Autres provisions risques et charges	1 095 192	610 436	390 489	16 660		1 298 478
Total II	18 057 363	4 851 753	6 404 556	429 660	-950 995	15 123 905
Provisions stocks et en cours	55 110 759	37 092 081	55 110 759			37 092 081
Provisions comptes clients	1 406 672	95 337	579 888			922 121
Autres provisions pour dépréciation	69 557 780					69 557 780
Total III	126 075 211	37 187 418	55 690 647	0	0	107 571 982
Total Général	150 739 240	43 623 220	65 103 691	429 660	-950 995	127 878 114
Dont dotations et reprises		- d'exploitation 42 039 171 - financières 0 - exceptionnelles 1 584 050	61 682 170 155 324 3 695 856			

Cadre A - Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Autres immobilisations financières	6 287 449	6 067 237	220 212
Créances clients	56 904 762	56 904 762	
Autres créances d'exploitation	18 362 707	18 362 707	
Groupe et associés			
Autres créances	0	0	
Charges constatés d'avance	1 340 261	1 340 261	
TOTAUX	82 895 178	82 674 966	220 212

Cadre B - Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts, dettes établissements de crédit				
- à 1 an maximum	311 216	311 216		
- à plus de 1 an	2 000 000	0	2 000 000	
Emprunts, dettes financières divers	19 424	0	19 424	
Fournisseurs, comptes rattachés	41 965 835	41 965 835		
Dettes fiscales et sociales	16 317 990	16 317 990		
Autres dettes d'exploitation	1 962 707	1 962 707		
Dettes immobilisations, comptes rattachés	0	0		
Groupe et associés	69 180 135	69 180 135		
Autres dettes	0	0		
Produits constatés d'avance	1 491 368	1 491 368		
TOTAUX	133 248 676	131 229 251	2 019 424	0

Emprunts souscrits dans l'exercice	2 000 000
Emprunts remboursés dans l'exercice	0

SERCEL

TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

(au 31 Décembre 2021)

Sociétés ou Groupes de Sociétés	Capital	Capitaux Propres Avant Affectation Des Résultats	Quote-Part De Capital Détenu (en %)	Valeur Comptable Des Titres Détenus		Prêts Et Avances Consentis Par Sercel Et Non Encore Remboursés	Montant Des Cautions Et Avals Donnés Par Sercel	Chiffre D'Affaires Hors Taxes Du Dernier Exercice	Résultat (Bénéfice Ou Perte Du Dernier Exercice)	Dividendes Encaissés Par Sercel Au Cours De L'Exercice	Observations
				BRUT	NET						
A -Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de la société											
astreinte à la publication											
. Filiales											
(50% au moins du capital détenu)											
SERCEL ENGLAND Ltd	240 200 GBP	nc	100	69 557 780 €	0 €			nc	nc		
SERCEL SINGAPORE Private Ltd (SSPL)	500 000 SGD	nc	100	3 153 975 €	3 153 975 €			nc	nc	620 880 €	
SERCEL JUNFENG	218 365 839 RMB	nc	51	13 295 187 €	13 295 187 €			nc	nc	3 199 255 €	
SERCEL BEIJING TECHNOLOGY	1 750 000 RMB	nc	100	175 000 €	175 000 €			nc	nc		
SEISMIC SUPPORT SERVICES	29 595 018 RUB	nc	100	765 024 €	765 024 €			nc	nc		
. Participations											
(10 à 50% du capital détenu)											
B -Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations											
. Filiales											
(non reprises au paragraphe A)											
filiales françaises (ensemble)											
filiales étrangères (ensemble)											
. Participations											
(non reprises au paragraphe A)											
dans les sociétés françaises (ensemble)											
dans les sociétés étrangères (ensemble)											

Certaines informations ne sont pas communiquées en raison du préjudice pour la Société pouvant résulter de leur divulgation.